

## **EUROPA JARATOUNA: L'ACTION DE L'EUROPE DANS 8 PAYS SUD-MÉDITERRANÉENS**

# **Jeunes en difficulté dans l'école publique : de grands progrès accomplis**

Par **Diala Gemayel** | **lundi, février 22, 2010**



Entre janvier 2007 et décembre 2009, le Mouvement social a mené son action dans 16 écoles publiques particulièrement touchées par le décrochage scolaire.

Entre 2006 et 2009, près de 700 enfants des écoles publiques libanaises ont renoué non seulement avec la réussite, mais aussi avec les valeurs citoyennes et la confiance en soi. Un succès rendu possible par le projet « Jeunes en difficulté » de l'association libanaise Mouvement social, financé par l'Union européenne.

« Notre premier projet financé par l'Union européenne a commencé en 2001-2002, quand nous avons présenté le projet Jeunes en difficulté (JED), avec notre partenaire français et chef de file auprès de la Commission européenne, l'association Comité catholique contre la faim et pour le développement - Terre d'avenir », explique Fayrouz Salameh, la responsable exécutive de Mouvement social. « En tant que maître d'œuvre du projet, nous proposons de nous attaquer à deux volets : professionnel d'abord, pour que les jeunes puissent apprendre un métier ; social ensuite, pour sensibiliser ceux-ci à leurs droits et leurs devoirs dans le monde du travail ».

L'expérience s'est étalée sur trois ans et a révélé « d'autres fractures », parmi lesquelles le décrochage scolaire des très jeunes, les 11-14 ans. « Nous avons alors lancé une étude, financée par l'Union européenne, sur ce phénomène », poursuit Mme Salameh. « Et, en avril 2006, les résultats de l'enquête nous ont montré la nécessité de la prévention dans les écoles publiques. En effet, les classes révélatrices du décrochage que sont EB4 (8e ou CM1) et EB8 (4e) équivalent, dans la première, à l'apparition du système de notes, et dans la seconde, au changement de la langue de l'enseignement - de l'arabe à l'anglais ou au français en matières scientifiques. »

Entre avril et juillet 2006, Mouvement social a initié un projet-pilote dans deux écoles publiques. « Nous voulions montrer l'importance d'une approche globale sur le décrochage scolaire par un renforcement en langues étrangères et en matières scientifiques, sans perdre de vue notre premier objectif : la formation socioprofessionnelle et le renforcement socio-économique. »

### **Renforcement de l'implication des parents d'enfants en décrochage**

À l'issue d'un deuxième projet avec l'UE, le Mouvement social a mené son action, de janvier 2007 à décembre 2009, dans 16 écoles publiques particulièrement touchées par le décrochage scolaire. Grâce à l'engagement des directeurs d'école et des enseignants, à la présence d'un psychologue et d'une assistante sociale, les élèves ont pu bénéficier d'un renforcement scolaire en langues étrangères et en matières scientifiques. « Nous avons aussi proposé aux élèves nos Clubs de citoyenneté, qui ont comme objectif de rendre l'élève acteur de son environnement. Il y a eu un changement radical chez les élèves, qui se sont responsabilisés », se réjouit la responsable.

Antoine Samiia, directeur de l'école publique de Abra, dans le caza de Saïda, a été approché par l'antenne locale du Mouvement social en 2007. « En accord avec nos comités de parents et nos enseignants, nous avons ouvert les classes les vendredis, jours de congé, aux activités de l'association

jusqu'en décembre 2009. » Dans son établissement, qui compte 710 élèves (du préscolaire au brevet), les enfants en difficulté ont également bénéficié des colonies de vacances organisées par les volontaires. « Le principal avantage de notre collaboration s'est situé au niveau du contact avec les parents d'enfants en décrochage scolaire », précise Antoine Samiia.

Conscient de la nécessité d'une approche globale du problème du décrochage scolaire d'une part, et de l'engagement de la société civile d'autre part, le Mouvement social a œuvré au lien entre l'école et la municipalité : « Il faut savoir que la municipalité a le droit de superviser l'école, publique comme privée », rappelle Fayrouz Salameh. Huit comités municipaux se sont donc formés, chacun prenant en charge un dossier-clé autour du décrochage scolaire : violence, droit, etc. En décembre 2007, ils ont présenté leurs observations lors d'un forum sur le décrochage scolaire, en présence du ministère de l'Éducation. Et lors du deuxième forum de décembre 2009, les compétences acquises comme non acquises des élèves ont été recensées.

En présence de la Délégation de l'UE à Beyrouth qui, précise Mme Salameh, « a pu constater l'expérience de la société civile et la nécessité de faire bouger les choses au ministère », la rencontre a de nouveau prouvé combien l'éducation, au niveau étatique, a besoin de la société civile. « Surtout que le Liban s'est engagé à une contribution effective dans la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement de 2015. Ce qui signifie que le Liban doit obtenir un niveau d'alphabétisation de 100 % dans cinq ans », précise en conclusion la responsable du Mouvement social.

**\*Europa jaratouna est un projet médiatique initié par le consortium, L'Orient-Le Jour, al-Hayat, LBCI, et élaboré avec l'aide de l'Union européenne. Il traite des actions de l'UE dans 8 pays du sud de la Méditerranée. Pour en savoir plus, visitez le site [www.eurojar.org](http://www.eurojar.org). Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de L'Orient-Le Jour et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.**